

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET
TECHNOLOGIQUES

Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre
Tél : 01 53 14 69 00
Tél : 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation n°25-014

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet : Prestations de sécurité générale, de surveillance, de télésurveillance et de sécurité incendie pour le compte des six groupes hospitalo-universitaires, de divers établissements hospitaliers, d'instituts et organismes de formation, de services centraux et généraux et du siège de l'Assistance publique- hôpitaux de Paris (AP-HP).

Pour une période ferme de 4 ans à compter du 01/07/2025, éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant sa date de fin.

Ce document comprend 33 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Ce document comprend 8 annexes.

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 1 sur 33

SOMMAIRE

1.	Dispositions Générales	3
1.1	Objet.....	3
1.2	Durée.....	3
1.3	Durée des marchés subséquents.....	3
2.	Organisation de l'achat	3
2.1	Allotissement.....	3
2.2	Forme des marchés.....	3
2.3	Forme des marchés subséquents	4
2.4	Lieu d'exécution des prestations	4
3.	Dispositions financières :	4
3.1	Forme des prix	4
3.2	Prix définitif	4
3.3	Remise annuelle sur chiffre d'affaires.....	5
3.4	Prix des marchés subséquents	5
4.	Documents contractuels	5
4.1	Documents contractuels de l'accord-cadre	5
4.2	Documents contractuels des marchés subséquents	6
5.	Conditions de mise en concurrence pour l'attribution des marchés subséquents	6
5.1	Lettre de consultation	6
5.2	Clauses de performance.....	6
5.3	Remise en concurrence	7
5.4	Visite des sites.....	7
5.5	Jugement des offres	7
5.6	Attribution des marchés subséquents.....	8
6.	Contrôle et suivi de l'accord-cadre	8
6.1	Contrôle	8
6.2	Suivi	8
7.	Modification du marché public.....	9
7.1	Clause de réexamen.....	9
7.2	Changement de dénomination sociale du titulaire	9
7.3	Changement de personnalité morale du titulaire en cours d'exécution	9
8.	Obligations du prestataire	9
8.1	Sous-traitance	9
8.2	Durée et aménagement du travail	11
8.3	Données statistiques.....	12
8.4	Données relatives aux personnels affectés à l'exécution des prestations.....	12
8.5	Certificats.....	13
8.6	Sécurité de l'information	13
8.7	Secret professionnel et confidentialité	13
8.8	Accès aux établissements – Identification	14
8.9	Grèves	14
8.10	Vente à des tiers	15
9.	Facturation - Paiement.....	15
9.1	Facturation	15
9.2	Paiement.....	16
10.	Assurances	16
11.	Nantissement et garantie	16
12.	Retenue de garantie	16
13.	Pénalités – Résiliation.....	16
13.1	Pénalités	16
13.2	Résiliation	25
14.	Litiges	25
15.	Dérogations	25

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 2 sur 33

1. Dispositions Générales

1.1 Objet

Les marchés ont pour objet les prestations de sécurité générale, de surveillance, de télésurveillance et de sécurité incendie pour le compte des six groupes hospitalo-universitaires, de divers établissements hospitaliers, d'instituts et organismes de formation, de services centraux et généraux et du siège de l'Assistance publique- hôpitaux de Paris (AP-HP).

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Durée

Les accords-cadres sont conclus pour une période ferme de 4 ans démarrant le 01/07/2025 et se terminant le 30/06/2029.

Les accords-cadres sont résiliables sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant leur date de fin.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation des accords-cadres, elle le notifiera aux titulaires par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

1.3 Durée des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont établis pendant la durée de validité des accords-cadres après remise en concurrence.

La durée maximale des marchés subséquents est de 4 ans.

L'envoi de la lettre de consultation ne pourra avoir lieu que durant la période d'exécution des accords-cadres, celle-ci devra préciser la durée du marché subséquent.

Les marchés subséquents issus des accords-cadres pourront avoir un terme d'exécution au-delà du terme d'application des accords-cadres, dans la limite de 12 mois après la date de fin d'exécution des accords-cadres.

2. Organisation de l'achat

2.1 Allotissement

Les prestations sont réparties en quatre lots définis comme suit :

Numéro du lot	Objet
01	Prestations de sécurité générale, de surveillance et d'intervention humaine
02	Prestations de télésurveillance
03	Prestations de sécurité incendie
04	Prestations de sécurité générale et de sécurité incendie pour les établissements de l'AP-HP dans lesquels ces missions peuvent être mutualisées, dans le respect des dispositions réglementaires relatives à sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et des immeubles de grande hauteur (IGH)

2.2 Forme des marchés

Les présents marchés sont conclus sous la forme d'accords-cadres multi-attributaires à marchés subséquents mono-attributaires au sens des articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

Chaque lot donne lieu à un accord-cadre comprenant dix attributaires maximum.

Les accords-cadres sont conclus sans montant minimum.

Pour chacun des lots, les Titulaires s'engagent pour le montant maximum défini par 300% de son offre valorisée sur la durée maximale de l'accord-cadre.

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 3 sur 33

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique à hauteur de 100 % des montants contractualisés.

2.3 Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents qui seront passés sur le fondement des accords-cadres seront précédés d'une remise en concurrence de l'ensemble des titulaires desdits accords-cadres.

Cette remise en concurrence interviendra à chaque survenance du besoin exprimé par un groupe hospitalo-universitaire, un établissement hospitalier, un pôle d'intérêt commun, ou un service du Siège de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris dans les conditions définies à l'article 5 du présent document.

Un marché subséquent par groupe hospitalo-universitaire ou groupe de sites appartenant à un même GHU, sans possibilité d'allotissement par site, sera établi à l'issue de chaque remise en concurrence de l'ensemble des candidats sélectionnés à l'accord-cadre.

Des dates de début d'exécution des prestations différentes pour chaque site peuvent être établies selon leurs besoins.

Les marchés subséquents passés sur le fondement des accords-cadres seront à prix forfaitaires.

Les montants minimum et maximum des marchés subséquents issus des accords-cadres seront précisés dans la lettre de consultation lors de la remise en concurrence de l'ensemble des titulaires.

En tout état de cause, le montant maximum d'un marché subséquent ne saurait être supérieur à 200% de l'offre valorisée du candidat retenu lors de la remise en concurrence sur le fondement des présents accords-cadres.

2.4 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet de l'accord-cadre sont exécutées par le(s) Titulaire(s) en Île-de-France, Oise et Pas-de-Calais.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et/ou dans les cahiers des clauses techniques particulières.

3. Dispositions financières :

3.1 Forme des prix

Les accords-cadres sont conclus à prix plafonds unitaires pour l'ensemble des prestations listées aux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

Ils ne peuvent être dépassés qu'à la seule condition que l'application de l'arrêté du 29 novembre 2012 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité (n° 1351) relatif à la reprise de personnel oblige l'entreprise entrante à une rémunération des salariés repris supérieure à celle de l'offre du titulaire retenu sur la base des données fournies par la structure contractante de la remise en concurrence.

3.2 Prix définitif

Les prix réputés pratiqués à la date de début des accords-cadres sont révisés annuellement à chaque date anniversaire des marchés.

La révision des prix est calculée selon la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \left[0,125 + \left(0,875 \times \frac{ICSP_1}{ICSP_0} \right) \right]$$

Avec :

- P_1 : prix de règlement après la révision ;
- P_0 : prix de règlement résultant de la dernière révision ou à défaut, prix figurant sur l'acte d'engagement ;
- $ICSP_1$: dernier indice des coûts de revient de la sécurité privée publié 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations ;
- $ICSP_0$: dernier indice des coûts de revient de la sécurité privée publié au mois de dépôt des offres.

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 4 sur 33

Indice utilisé :

ICSP – Indice des coûts de revient de la sécurité privée publié par le Groupement des Entreprises de Sécurité (GES) et consultable à l'adresse suivante : <https://ges-securite-privee.org/indice-icsp>.

Ces dispositions s'appliquent à l'ensemble des prix des différents lots.

La révision des prix est régie par les dispositions suivantes :

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ou du Titulaire.

- **Révision de prix à la demande de l'AP-HP :** la demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra.
- **Révision de prix à la demande du Titulaire :** la demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), 60 jours avant l'application des nouveaux prix. La demande du titulaire doit être adressée à la Directrice d'ACHAT.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Le taux de révision des prix des marchés subséquents ne pourra en aucun cas excéder le taux de révision des prix validé par ACHAT au titre de l'accord-cadre.

Clause butoir :

La variation de prix annuelle résultant de la révision ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 3 %.

Clause de sauvegarde :

Dans le cas où les prix pratiqués par le titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir, ACHAT se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

3.3 Remise annuelle sur chiffre d'affaires

La remise annuelle sur chiffre d'affaires est calculée sur la base des factures émises au cours d'une année civile.

Le taux de remise annuelle sur chiffre d'affaires prévu à l'annexe financière de l'accord-cadre est un **taux plancher**.

Le taux de remise annuelle sur chiffre d'affaires des marchés subséquents ne pourra en aucun cas être inférieur au taux plancher des accords-cadres.

Les modalités de versement de cette remise sont décrites à l'article 9.1 du présent CCAP.

3.4 Prix des marchés subséquents

Les prix des marchés subséquents sont forfaitaires pour les prestations courantes.

Ces forfaits pourront être annuels ou mensuels. Leur décomposition en prix unitaires ne pourra en aucun cas être supérieure aux prix plafonds unitaires de l'accord-cadre qu'à la condition prévue à l'article 3.1 et rappelée ci-après.

Les marchés subséquents peuvent prévoir des prestations à prix unitaires pour les prestations ponctuelles. Les prix des marchés subséquents seront alors mixtes.

Les prix des accords-cadres sont des **prix plafonds** qui ne peuvent être dépassés dans le cadre d'un marché subséquent conclu sur le fondement du présent accord-cadre, qu'à la seule et unique condition que la reprise de personnel oblige l'entreprise entrante à une rémunération des salariés repris supérieure à celle de l'offre du titulaire retenu sur la base des données fournies par la structure contractante de la remise en concurrence.

4. Documents contractuels

4.1 Documents contractuels de l'accord-cadre

Les accords-cadres sont régis par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de disposition contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- Acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, et ses annexes financières et techniques, notamment le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 5 sur 33

- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), dans sa version de 2021 ;
- Offre du titulaire ;
- Actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs.

4.2 Documents contractuels des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont régis par les documents mentionnés à l'article 4.1 du présent document ainsi que par les documents mentionnés ci-après qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- Acte d'engagement et les annexes financières spécifiques de la remise en concurrence ;
- Annexes administrative et technique complémentaires spécifiques de la remise en concurrence ;
- Lettre de consultation.

En cas de contradiction, les documents constitutifs de l'accord-cadre l'emportent sur ceux du marché subséquent.

5. Conditions de mise en concurrence pour l'attribution des marchés subséquents

Les titulaires des accords-cadres sont systématiquement consultés et mis en concurrence pour l'attribution de chaque marché subséquent afférent au lot sur lequel ils ont été déclarés titulaires.

Ils devront obligatoirement déposer une offre à chaque remise en concurrence.

Cette remise en concurrence se fera dans les conditions fixées dans la lettre de consultation.

Une lettre de consultation et un cahier des clauses particulières complémentaires leur seront adressés par le site dont l'adresse internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/> portant sur les besoins propres exprimés par chaque site de l'AP-HP.

La procédure d'attribution se déroulera conformément aux articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la Commande Publique.

Les prestataires s'engagent à respecter, dans leur offre, les caractéristiques fixées par l'accord-cadre et les documents de consultation.

Absence d'offre aux marchés subséquents :

En cas de défaut de réponse de la part d'un titulaire de l'accord-cadre à deux marchés subséquents consécutifs, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure le titulaire concerné de l'accord-cadre conformément à l'article 13.2 du présent CCAP.

En cas d'absence répétée d'offres raisonnables d'un titulaire de l'accord-cadre à deux marchés subséquents consécutifs, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure le titulaire concerné de l'accord-cadre conformément à l'article 13.2 du présent CCAP.

5.1 Lettre de consultation

La lettre de consultation et ses annexes techniques et administratives préciseront :

- les prestations attendues conformément aux dispositions du CCTP de l'accord-cadre ;
- le contenu des pièces formant le DCE subséquent ;
- les modalités d'organisation des visites sur site(s) obligatoires ;
- la date limite des questions ;
- la date de remise des offres ;
- la durée de validité des offres subséquentes ;
- les engagements complémentaires de l'AP-HP et ceux du titulaire ;
- les critères déterminés à l'article 5.3 du présent CCAP en précisant leur spécificité et leur pondération ;
- les sous-critères définis par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur en précisant leur spécificité et leur pondération en cohérence avec le besoin à satisfaire ;
- la durée d'exécution du marché ;
- les conditions de passation des bons de commandes ;
- la juridiction territorialement compétente en cas de recours juridictionnel sur le marché subséquent ;
- les pénalités complémentaires éventuelles

5.2 Clauses de performance

La lettre de consultation et ses annexes techniques et administratives pourront prévoir des clauses incitatives de

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 6 sur 33

performance visant un double objectif d'optimisation des organisations des prestations faisant l'objet du (ou des) marché(s) subséquent(s) et de réduction des coûts.

5.3 Remise en concurrence

Un délai de réponse raisonnable sera accordé aux candidats. Ce délai sera précisé dans la lettre de consultation à chaque remise en concurrence.

En cas de situation d'urgence (cessation d'activité, liquidation judiciaire, titulaire défaillant), ce délai peut être réduit.

Dans le délai précisé dans la lettre de consultation, les candidats pourront poser par écrit ou via le site dont l'adresse internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/> toute question leur permettant de préparer leur offre. Aucune réponse orale n'est apportée aux questions du candidat.

Au moins 6 jours avant la date limite de remise des offres, l'établissement ou groupe hospitalo-universitaire transmet, soit par courrier recommandé avec accusé de réception soit via le site dont l'adresse internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/> à l'ensemble des candidats qui ont ainsi les mêmes éléments en leur possession afin de constituer leur offre, une note reprenant les questions posées et y apportant les réponses.

5.4 Visite des sites

Les candidats devront obligatoirement procéder à la visite des sites, lieux d'exécution du (ou des) marché(s) subséquent(s) faisant l'objet de la remise en concurrence.

Cette visite est individuelle pour chaque candidat et sera organisée avec le directeur de l'établissement concerné ou son représentant.

Cette visite sur site(s) est réputée obligatoire. La non-présentation d'un candidat à la visite obligatoire entraînera son élimination.

Chaque offre technique, fournie par l'un des prestataires, candidat au présent accord-cadre, devra obligatoirement être accompagnée d'un bulletin de visite sur site(s) dont le modèle à utiliser et à renseigner est fourni en annexe 4 du présent CCAP.

Cette visite sur site(s) sera programmée, au préalable, par le directeur du groupe hospitalo-universitaire, de l'établissement hospitalier ou de la structure contractante ou, par délégation, avec leur représentant dûment mandaté, en l'occurrence le responsable du service de sécurité générale et son adjoint.

Cette visite sur site(s) ne pourra avoir lieu qu'une seule fois et devra prévoir la visite de la totalité du site ou des sites concerné(s), de ses emprises, bâtiments et diverses structures. Faute de quoi, là aussi, elle serait caduque et l'offre technique déposée considérée comme irrecevable.

Elle devra être effectuée par un personnel, salarié du prestataire, candidat au présent accord-cadre, mandaté pour ce faire et exerçant, au sein de l'entreprise, une fonction de direction, d'encadrement ou d'organisation clairement définie.

Toute visite effectuée en dehors ce cadre strict imposé serait déclarée nulle de droit et rendrait, dès lors, impossible l'étude de l'offre technique déposée par le prestataire, candidat au présent accord-cadre.

La visite sur site(s) ainsi planifiée et organisée devra s'attacher strictement à la demande formulée dans le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP) du marché subséquent, signifié conformément au présent accord-cadre. Elle ne devra, en particulier, correspondre qu'à une seule visite organisée par site(s), comme dit dans les alinéas ci-dessus.

5.5 Jugement des offres

Pour le jugement des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur du marché passé sur le fondement de l'accord-cadre, se fonde conformément aux articles R. 2152-6 à R. 2152-8 du décret du Code de la Commande Publique sur les critères détaillés ci-dessous, dont la pondération aura été fixée dans la lettre de consultation :

- **Critère n°1** : Prix – Pondération : 40 à 60 %
- **Critère n°2** : Qualité technique de l'offre – Pondération : 40 à 60 %

Les sous-critères et leur pondération seront définis librement par le RPA dans la lettre de consultation.

Au vu de ces critères, le représentant du pouvoir adjudicateur classe les offres des candidats par ordre décroissant.

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 7 sur 33

5.6 Attribution des marchés subséquents

Le dossier d'analyse des offres devra obligatoirement être transmis à ACHAT pour avis avant présentation en commission locale.

Ce dernier comprendra, a minima, une synthèse d'analyse technique et financière, un tableau de classement des offres ainsi le rapport de présentation à la commission locale contenant la proposition d'attribution du (ou des) marché(s) subséquent(s). ACHAT rendra son avis avant présentation du dossier en commission locale par le RPA.

La commission locale donne son avis sur le classement établi dans les conditions définies à l'article 5.4 du présent document, et sur la proposition d'attribution du (ou des) marché(s) subséquent(s).

Si aucune offre n'a pu être classée, une nouvelle mise en concurrence pourra être effectuée auprès de l'ensemble des titulaires de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents seront également soumis aux instances de contrôles internes avant leur signature (Commission des Contrats Publics et Contrôleur Financier).

6. Contrôle et suivi de l'accord-cadre

6.1 Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations par les titulaires et leur(s) éventuel(s) sous-traitant(s).

Ce contrôle pourra prendre la forme d'un audit qui portera sur les éléments suivants :

- Conformité des moyens humains affectés au regard des dispositions réglementaires et des prescriptions de l'accord-cadre et des marchés subséquents ;
- Complétude des dossiers administratifs des personnels salariés de l'entreprise affectés aux prestations ;
- Vérifications des agréments et habilitations ;
- Conformité des moyens matériels, techniques et informatiques affectés au regard des dispositions réglementaires et des prescriptions de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

Les titulaires et leur(s) éventuel(s) sous-traitant(s) s'engagent à répondre aux demandes d'audit et de contrôle de l'AP-HP et effectuées par l'AP-HP elle-même ou par un tiers de confiance qu'elle aura sélectionné.

Les titulaires et leur(s) éventuel(s) sous-traitant(s) s'engagent à collaborer de bonne foi avec tout auditeur ainsi désigné. Il fournira l'accès aux auditeurs à tout document, information ou autre élément utile au bon déroulement de la mission d'audit et facilitera sa mission en répondant à toute question et en lui accordant l'accès à tous les outils et moyens nécessaires à l'audit.

Si les conclusions de l'audit démontrent un manquement des titulaires ou leur(s) éventuel(s) sous-traitant(s) à leurs obligations contractuelles, les titulaires ou leur(s) éventuel(s) sous-traitant(s) sont tenus de présenter, dans un délai de 15 jours suivant la notification des conclusions de l'audit, les mesures correctives qu'ils entendent mettre en œuvre. Elles seront alors étudiées par le représentant de la structure contractante dûment mandaté qui statuera sur la suite qu'il convient d'y donner et des éventuelles mesures correctives à mettre en œuvre, sans surcoût, dans les délais raisonnablement fixés d'un commun accord entre les deux parties.

En l'absence de mise en œuvre des mesures correctives par un sous-traitant dans les délais impartis et fixés d'un commun accord entre les deux parties, ACHAT se réserve le droit de lui retirer son agrément.

En l'absence de mise en œuvre des mesures correctives par le titulaire dans les délais impartis et fixés d'un commun accord entre les deux parties, ACHAT se réserve le droit de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure conformément à l'article 13.2 du présent CCAP.

Le Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS) ou les commissions de sécurité compétentes pourront également être amenés à contrôler les prestations, dans le cadre de leurs missions.

6.2 Suivi

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Expertise et Conseil.

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 8 sur 33

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27 à 30 du CCAG sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

ACHAT se réserve le droit de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure conformément à l'article 13.2 du présent CCAP.

7. Modification du marché public

7.1 Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles prestations à l'accord-cadre ;
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

7.2 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de changement lié au statut du titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT - Madame la Directrice
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse ;

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

7.3 Changement de personnalité morale du titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

8. Obligations du prestataire

8.1 Sous-traitance

Si la déclaration de sous-traitance est réalisée après la notification de l'accord-cadre :

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 9 sur 33

Néanmoins, au regard des articles L. 2193-1 à L. 2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Pour toute demande d'agrément d'un sous-traitant, le titulaire doit obligatoirement :

- 1°. Présenter sa demande à ACHAT dans un premier temps**, au titre de l'accord-cadre ;
- 2°. En cas de délivrance de l'agrément du sous-traitant par ACHAT au titre de l'accord-cadre, présenter dans un second temps une demande d'agrément du sous-traitant au titre du (des) marché(s) subséquent(s) duquel (desquels) il aurait été déclaré attributaire, à (aux) l'établissement(s) de l'AP-HP concerné(s) selon les dispositions décrites au présent article.** La demande devra obligatoirement comporter le courrier d'agrément du sous-traitant notifié par la Directrice d'ACHAT.

Les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés. Pour ce faire, le titulaire constitue un dossier comprenant a minima les pièces suivantes :

- **Imprimé DC4¹ ou équivalent** signé par le titulaire et le sous-traitant faisant l'objet de la demande d'agrément ;
- **Agrément CNAPS pour les prestations de sécurité générale et/ou de télésurveillance** : Photocopie de l'agrément CNAPS ou récépissé préfectoral de demande d'autorisation de fonctionnement (sous réserve de production de cet agrément au moment de la notification de l'accord-cadre) ;
- **Présentation du sous-traitant** faisant l'objet de la demande d'agrément ;
- **Attestation de régularité du candidat établi en France vis-à-vis de ses salariés** : Si le candidat est établi en France, il doit produire une déclaration sur l'honneur justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) ;
- **Attestation de régularité du candidat établi ou domicilié à l'étranger vis-à-vis de ses salariés** : Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, il doit produire une déclaration sur l'honneur attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents ;
- **Attestation fiscale** : L'attestation de régularité fiscale délivrée au 31/12 de l'année n-1 par le comptable public ou équivalent ;
- **Attestation de vigilance** : L'attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF mentionnant que le candidat est à jour de ses obligations sociales à la date d'exigibilité de la dernière période traitée, ou équivalent ;
- **Attestation Russie** (annexe 5 du présent CCAP) : Déclaration sur l'honneur sur la situation du candidat vis à vis de la Russie ;
- **Acceptation de cahiers des clauses administratives et techniques particulières** (annexe 6 du présent CCAP)
- **Déclaration de chiffre d'affaires** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- **Attestation d'assurance** : Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- **Déclaration de bilan** : Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
- **Déclaration d'effectifs** : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- **Références de service ou fournitures similaires** : Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

¹ Formulaire DC4 et notice explicative disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 10 sur 33

- **Titre d'études et titres professionnels :** Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;
- **Certificats de qualifications professionnelles :** Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;
- **Extrait du Kbis ou équivalent** datant de moins de trois mois à la date d'envoi de la demande d'agrément, ainsi que la composition du capital ;
- **Relevé d'identité bancaire (RIB).**

La demande d'agrément est appréciée selon les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant pressenti à exécuter la partie des missions que le titulaire envisage de lui confier.

Pour rappel, conformément à l'article 4.7.3 du CCTP relatif aux lots 01 & 02 et à l'article 4.7.3 du CCTP relatif au lot 03, le périmètre des prestations confiées au sous-traitant est limité dans les conditions suivantes :

	Lots 01 & 02	Lot 03	Lot 04
Prestations pouvant être confiées au sous-traitant	Mise à disposition des personnels suivants : Agents de prévention et de sûreté (APS), APS Cynophiles, APS Vidéo et Opérateur de centre d'hypervision	Mise à disposition d'agents de sécurité SSIAP1	Conformément à l'article 3 du CCTP relatif au lot 04, les dispositions relatives à la sous-traitance prévues aux lots 01 et 03, sont applicables à ce lot.
Prestations essentielles ne pouvant en aucune manière faire l'objet de sous-traitance	Mise à disposition des personnels suivants : Responsable de centre d'hypervision, Che(fe)s d'équipes, Chef(fe)s de poste, Chef(fe)s d'exploitation.	Mise à disposition de chef(fe)s d'équipes de sécurité incendie SSIAP 2	

Les obligations décrites à l'article 8 du présent CCAP sont applicables au(x) sous-traitant(s).

8.2 Durée et aménagement du travail

Le candidat retenu est seul responsable de la durée et de l'aménagement du travail de ses personnels salariés mis à disposition au sein des structures contractantes dans le cadre de l'exécution des prestations des marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre.

Il garantit, par tout moyen qu'il jugera nécessaire, le strict respect des dispositions réglementaires en matière de durée et d'organisation du temps de travail, notamment :

- Articles L3121-1 et suivants du Code du Travail ;
- Article 7 de la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité.

Il porte notamment une attention particulière au respect des dispositions suivantes :

- Lorsque la durée du travail de ces personnels est organisée sous forme de cycles, des plannings de service seront établis. Toute modification ayant pour effet de remettre en cause l'organisation du cycle doit être portée à la connaissance des salariés par écrit au moins 7 jours avant son entrée en vigueur. En cas d'ajustement ponctuel de l'horaire de travail justifié par des nécessités de service, se traduisant par des services ou heures supplémentaires, le salarié doit en être informé au moins 48 heures à l'avance.
- La durée quotidienne de travail effectif ne peut dépasser 12 heures.
- La semaine de travail ne pourra excéder quatre fois 12 heures, soit 48 heures, et sur 12 semaines consécutives la durée hebdomadaire ne pourra dépasser 46 heures. Un jour de repos minimum sera ménagé après toute période de 48 heures de service.
- Une période de travail ne peut être planifiée et rémunérée pour une durée inférieure à 4 heures.

L'AP-HP ne saurait être tenue pour responsable d'éventuels manquements à ces obligations par un titulaire de l'accord-cadre.

En cas de non-respect des obligations relatives à la durée et à l'aménagement du travail par un titulaire, l'AP-HP se

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 11 sur 33

réserve le droit de prononcer la résiliation du marché après une seule mise en demeure, conformément à l'article 13.2 du présent CCAP.

8.3 Données statistiques

Le candidat retenu s'engage à fournir dans les 8 jours suivant la fin de chaque trimestre civil les données statistiques des prestations exécutées dans le cadre des marchés subséquents (jusqu'à la fin de validité des bons de commande) au Service de Management des Marchés de Prestations de Services (SMMPS) par courriel à l'adresse suivante secretariat.prestations.aca@aphp.fr.

Type de fichier : EXCEL ou équivalent ou compatible

Dessin d'enregistrement :

- nom du fournisseur
- année (4 caractères numériques)
- trimestre (1 caractère numérique 1 à 4)
- n° de l'accord-cadre AP-HP⁽¹⁾
- n° de marché subséquent AP-HP⁽¹⁾
- groupe hospitalo-universitaire
- hôpital⁽²⁾
- désignation de la prestation
- unité de facturation
- quantité totale exécutée (en unités de facturation)⁽³⁾
- prix unitaire HT
- montant total HT ⁽³⁾
- montant total TTC ⁽³⁾

⁽¹⁾ informations spécifiées sur la notification de l'accord-cadre ou du marché subséquent

⁽²⁾ libellé court : BICETRE par exemple et non HOPITAL BICETRE

⁽³⁾ ces trois données peuvent être négatives du fait d'avoirs

A titre d'exemple, un modèle est fourni dans ce même document (annexe 2).

Contacter le Service de Management des Marchés de Prestations de Services pour toute précision complémentaire.

En cas de non transmission des statistiques dans les délais cités ci-dessus, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités de l'article 13 du présent document.

8.4 Données relatives aux personnels affectés à l'exécution des prestations

Le candidat retenu s'engage à fournir, dans les 15 jours suivant la fin de chaque année civile, un état récapitulatif des effectifs affectés à l'exécution des marchés subséquents dont il est titulaire, au Service de Management des Marchés de Prestations de Services (SMMPS) par courriel à l'adresse suivante secretariat.prestations.aca@aphp.fr.

Type de fichier : EXCEL ou équivalent ou compatible – une ligne par agent

Dessin d'enregistrement :

- nom du fournisseur
- année (4 caractères numériques)
- n° de l'accord-cadre AP-HP ⁽¹⁾
- n° de marché subséquent AP-HP ⁽¹⁾
- groupe hospitalo-universitaire
- hôpital ⁽²⁾
- qualification
- catégorie, niveau et coefficient
- quotité de travail
- date d'entrée
- nombre d'heures réalisées
- taux horaire
- prime panier
- prime d'entretien des tenues
- autres primes
- rémunération totale mensuelle brute

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 12 sur 33

⁽¹⁾ informations spécifiées sur la notification de l'accord-cadre ou du marché subséquent

⁽²⁾ libellé court : BICETRE par exemple et non HOPITAL BICETRE

A titre d'exemple, un modèle est fourni dans ce même document (annexe 3).

Contacter le Service de Management des Marchés de Prestations de Services pour toute précision complémentaire.

En cas de non transmission des statistiques dans les délais cités ci-dessus, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités de l'article 13 du présent document.

Les titulaires des marchés subséquents ont obligation de communiquer l'état récapitulatif des personnels concernés par la reprise du personnel (selon la réglementation en vigueur et les conventions collectives) dans le cadre de la remise en concurrence des marchés subséquents dont ils sont titulaires. La demande est formulée par écrit par l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris.

Si un titulaire ne remplit pas cette obligation, l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris peut prononcer son exclusion de l'accord-cadre en appliquant les dispositions de l'article 14 du présent document.

8.5 Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

8.6 Sécurité de l'information

Le Titulaire est tenu de respecter :

- **La charte du bon usage du système d'information de l'AP-HP** (annexe 16 du règlement intérieur de l'AP-HP) présentée en annexe 7 du présent CCAP ;
- Les prescriptions de **la politique générale de sécurité de l'information de l'AP-HP** présentée en annexe 8 du présent document.

8.7 Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'APHP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information.
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché ;

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 13 sur 33

- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenue par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'APHP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

8.8 Accès aux établissements – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché subséquent, ou être mandatés par elle.

8.9 Grèves

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer l'intégralité des prestations prévues dès le premier jour de grève, les moyens d'organisation du service devant être, dans ce cas, soumis à l'agrément écrit de la personne publique.

Il est formellement interdit aux personnels mis à disposition par le titulaire d'occuper les locaux des sites de l'AP-HP pour entretenir leur conflit avec leurs dirigeants. Dans le cas contraire, l'AP-HP se réserve le droit de faire évacuer les personnes concernées par les autorités compétentes.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 14 sur 33

8.10 Vente à des tiers

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

9. Facturation - Paiement

9.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le Code APE ;
- la désignation de la prestation ;
- le montant hors taxes par prestation ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des prestations T.T.C. ;
- le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- le numéro de marché ;
- la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

Escompte :

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'APHP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

Remise sur chiffre d'affaires :

Cette remise sera matérialisée sous la forme d'un avoir que le titulaire devra déposer sur le portail Chorus Pro. L'AP-HP émettra un titre de recettes sur la base du montant indiqué sur l'avoir. Le titulaire devra s'acquitter de cette somme à réception du titre de recettes.

La remise annuelle sur chiffre d'affaires est calculée sur la base des factures émises au cours de l'année civile n . Le dépôt de l'avoir, sur le portail précité, devra intervenir dans un délai maximum de 50 jours à compter du 1 janvier de l'année $n+1$.

Le titulaire pourra conditionner le règlement du titre de recette au paiement des factures échues à la date d'émission du titre. Le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 15 sur 33

9.2 Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Pour cette consultation, l'option A du CCAG est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à 30 % pour les petites et moyennes entreprises et à 5 % pour les entreprises qui ne sont pas PME.

L'avance est versée et remboursée suivant les dispositions du Code de la Commande Publique.

10. Assurances

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

11. Nantissement et garantie

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

Le marché peut faire l'objet d'une garantie prévue à l'article L2191-7 du Code de la commande publique.

12. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

13. Pénalités – Résiliation

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€.

13.1 Pénalités

En cas de non-respect des obligations définies au présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

Dans le cas où le titulaire ne transmet pas ses données statistiques dans les délais prévus à l'article 8.1 « *Données statistiques* » du présent document, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière de 30 euros par jour de retard à compter du 30^{ème} jour suivant la fin du trimestre.

Sauf mention contraire, les pénalités décrites aux points 13.1.1 à 13.1.4 sont applicables par les structures contractantes (GHU, sites, PIC, etc...) au titre des marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 5.1 du présent CCAP, des pénalités complémentaires pourront être précisées dans le cadre la procédure de passation des marchés subséquents sur le fondement de l'accord-cadre. Elles seront définies dans la lettre de consultation et/ou ses annexes techniques et administratives.

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 16 sur 33

13.1.1 Pénalités applicables à l'ensemble des lots

■ Pénalité relative au fonctionnement de l'accord-cadre à marchés subséquents :

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Absence de réponse d'un titulaire de l'accord-cadre à une remise en concurrence pour l'attribution d'un marché subséquent Cette pénalité n'est applicable qu'à la seule initiative d'ACHAT.	800 €	Chaque remise en concurrence

■ Pénalités relatives à l'affectation des personnels aux prestations des marchés :

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Mise à disposition d'un agent non formé aux consignes spécifiques de la structure contractante et non autorisé préalablement à travailler sur le site	250 €	Par agent et par jour
Non-transmission d'un planning indicatif mensuel d'emploi de ses personnels mis à disposition, au représentant de la structure contractante	250 €	Par planning non remis, par jour et par site
Mise à disposition d'un agent non réglementairement vacciné et/ou ne présentant pas un état de santé physique ou d'aptitude physique tel que requis par les dispositions des CCTP	500 €	Par agent inapte et par jour
Non retrait d'un agent mis à disposition, malgré deux demandes écrites et motivées, consécutives et réitérées de retrait de la structure contractante	600 €	Par agent et par jour
Mise à disposition d'un agent non titulaire de sa carte professionnelle nominative ou porteur d'une carte professionnelle nominative, arrivée à expiration et non en instance de renouvellement	Premier constat	1 000 € + Retrait immédiat de l'agent
	Constats suivants <i>même si cela ne concerne pas le même agent</i>	2 000 € + Retrait immédiat de l'agent
Mise à disposition d'un agent non titulaire et usurpant l'identité d'un titulaire (utilisation d'une carte professionnelle d'un titulaire), sans préjudice d'autres sanctions administratives ou judiciaires à suivre	Premier constat	1 000 € + Retrait immédiat de l'agent
	Constats suivants <i>même si cela ne concerne pas le même agent</i>	2 000 € + Retrait immédiat de l'agent
Affectation d'un stagiaire de l'entreprise sans l'accord formel du responsable de la structure contractante	1 000 €	Par constat

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 17 sur 33

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
	+ Retrait immédiat de l'agent	

■ **Pénalités relatives à la formation des agents affectés aux prestations des marchés :**

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-respect des dates de validité des titres professionnels et des dates de recyclage obligatoires des titres professionnels des personnels mis à disposition	100 €	Par jour, par diplôme et par agent
Non-participation volontaire par un personnel mis à disposition à toute action ou séance de formation, de sensibilisation ou d'information, régulièrement annoncée, délivrée et conduite par la structure contractante, à leur profit, sans motif recevable ou raison impérieuse explicitée	200 €	Par séance de formation et par agent
Envoi d'un nouvel agent en formation sur la structure sans l'accord du responsable de la structure contractante	150 €	Par occurrence
Non remise du plan de formation initiale et continue des agents affectés à l'exécution des prestations, après le délai contractuel contradictoirement admis, signifié conformément aux dispositions du marché subséquent	500 €	Par jour

■ **Pénalités relatives au comportement des personnels affectés aux prestations des marchés :**

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Refus d'un agent d'accomplir une mission lui incombant dans le cadre de l'exécution des prestations telles que définies par le CCTP du marché subséquent	Premier constat	250 €
	Constats suivants <i>même si cela ne concerne pas le même agent</i>	500 €
		+ Retrait immédiat de l'agent
Affichage non autorisé ou distribution de tracts par un agent mis à disposition, même pacifique, au sein de la structure contractante ou à ses abords immédiats	Premier constat	200 €
	Constats suivants <i>même si cela ne concerne pas le même agent</i>	300 €
		+ Retrait immédiat de l'agent
Non-utilisation par les personnels mis à disposition de l'alphabet phonétique international en radiocommunication, soit par méconnaissance, par insuffisance de connaissances professionnelles ou par non-respect des consignes de sécurité permanentes de la structure contractante	150 €	Par occurrence et par agent
Non-utilisation par les personnels mis à la disposition de la langue française comme seule langue d'usage professionnel, soit par méconnaissance évidente, par insuffisance constante et sévère de connaissances professionnelles ou par non-respect des consignes de sécurité permanentes de la structure contractante	300 €	Par occurrence et par agent

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 18 sur 33

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Participation, même temporaire et fugace, d'un personnel mis à disposition, à une action syndicale, politique, religieuse, philosophique, culturelle, commerciale, une action de protestation, ou de contestation, à une quelconque manifestation, obstruction, action de blocage ou d'opposition, même pacifique, au sein de la structure contractante ou à ses abords immédiats	300 €	Par occurrence et par agent
Non-respect par les agents mis à disposition des règles code de la route et des règles restrictives imposées par le Règlement intérieur de la structure contractante dans le cadre de l'utilisation d'un véhicule automobile de service et de fonction	250 €	Par faute constatée
Utilisation des PC et téléphone mis à disposition du titulaire par la structure contractante à d'autres fins que professionnelles	200 €	Par constat
Mise en ligne ou divulgation par un personnel mis à disposition, sur les réseaux sociaux ou par toute autre voie de communication, de façon dématérialisée ou imprimée, par voie sonore, visuelle, etc. de toute information, illustration, donnée concernant la structure contractante (sans préjudice d'autres sanctions administratives ou judiciaires à suivre)	450 €	Par information publiée
Absence manifeste et flagrante de vigilance et d'attention de la part d'un agent mis à disposition (sommolence évidente et manifeste, sommeil continu ou en cycles réguliers répétitifs, absence de réactivité constante face aux événements, isolement et manifestation d'un manque d'intérêt évident, le tout sans raison(s) manifeste(s))	400 €	Par occurrence et par agent
Vol de matériel, fourniture ou tout autre bien mis à disposition par la structure contractante, par un agent mis à disposition (sans préjudice d'autres sanctions administratives ou judiciaires à suivre)	600 € + Retrait immédiat de l'agent	Par constat
Vol de bien appartenant aux personnels, patients ou usagers de la structure contractante, par un agent mis à disposition (sans préjudice d'autres sanctions administratives ou judiciaires à suivre)	600 € + Retrait immédiat de l'agent	Par constat
Agression verbale (insultes, menaces, etc...) d'un personnel, patient ou usager de la structure contractante par un agent mis à disposition (sans préjudice d'autres sanctions administratives ou judiciaires à suivre)	300 € + Retrait immédiat de l'agent	Par constat
Agression physique d'un personnel, patient ou usager de la structure contractante par un agent mis à disposition (sans préjudice d'autres sanctions administratives ou judiciaires à suivre)	500 € + Retrait immédiat de l'agent	Par constat
Sortie d'un agent mis à disposition hors du périmètre d'intervention déterminé par la structure contractante lors de sa vacation	300 €	Par constat

■ **Pénalités relatives aux tenues et équipements individuels des agents affectés aux prestations des marchés :**

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-remise du nombre fixé contractuellement de jeux complets de tenues de travail, de matériels de sécurité et d'équipements complets à tous les personnels, après le délai contractuel contradictoirement admis	200 €	Par élément manquant et par jour

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 19 sur 33

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Port d'une tenue professionnelle non réglementaire ou ne mentionnant pas les qualifications professionnelles	300 €	Par occurrence et par agent
Affichage ou port extérieur et visible, par un personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, titulaire du marché, d'un signe ostentatoire d'appui, d'encouragement, de ralliement et/ou de soutien à un mouvement ou à une action syndicale, politique, religieuse, philosophique, culturelle, commerciale, protestataire, revendicative, au sein même de la structure contractante ou à ses abords immédiats	300 €	Par occurrence et par agent

■ **Pénalités relatives aux documents nécessaires à l'exécution prestations des marchés :**

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-respect du délai contractuel de transmission de documents relatifs à l'exécution des prestations (liste non exhaustive : plan de prévention, pièce administrative, pièce dossier personnel, planning, rapport, courrier, note de service, compte-rendu, état des lieux, organigramme, cahier de liaison, recyclage obligatoire, visite médicale, diplôme et prérequis SSIAP etc..)	300 €	Par document et par jour
Non-respect des critères de rédaction de la main courante, de rapport et/ou oubli d'établissement de rapport et/ou de pièces additionnées (fiche bilan, permis de feu, ronde, etc...).	200 €	Par occurrence

■ **Pénalités relatives à la continuité d'activité dans l'exécution des prestations des marchés :**

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-relève d'un agent ou d'une équipe mise à disposition, à un horaire précis prévu dans les plannings fournis par le titulaire	400 €	Par occurrence
Abandon de poste manifeste et délibéré par d'un agent mis à disposition sans que ce personnel puisse valablement invoquer l'exercice du droit de retrait, tel que défini dans le code du travail ou au travers de toute autre disposition sociale et réglementaire applicable (en sus de la retenue financière de la plage horaire non couverte sur la facturation mensuelle)	800 €	Par occurrence

■ **Pénalités relatives aux contrôles des prestations des marchés :**

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-respect des dispositions relatives au nombre et à la fréquence des contrôles réguliers de ses personnels mis à disposition de l'ensemble de la prestation	300 €	Par contrôle manquant

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 20 sur 33

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-respect par un personnel de sécurité qualifié « contrôleur » ou « contrôleuse » de la prestation de sécurité, des dispositions prévues au plan de contrôle, pour le contrôle de la qualité de la prestation et des personnels mis à disposition	400 €	Par contrôle non réglementaire
Non-remise, pour le contrôle effectué, d'une copie des opérations de contrôle ou d'un extrait dématérialisé du document de contrôle	300 €	Par contrôle et par jour
Non remise du plan de contrôle détaillé des prestations, après le délai contractuel contradictoirement admis, signifié conformément aux dispositions du marché subséquent	500 €	Par jour

■ **Pénalités relatives aux équipements mis à disposition par le titulaire :**

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Mise à disposition d'un véhicule automobile de service et de fonction non conforme aux exigences du CCTP	300 €	Par non-conformité et par jour
Non remplacement du véhicule automobile de service et de fonction mis à disposition, en cas d'immobilisation nécessaire et contrainte, dans les délais impartis	300 €	Par jour

■ **Pénalités relatives au respect des règles et consignes de la structure contractante :**

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-application et/ou méconnaissance par un agent mis à disposition du règlement intérieur de la structure contractante	500 €	Par occurrence et par agent
Non-respect d'une consigne verbale ou écrite, permanente ou temporaire par un personnel affecté à l'exécution des prestations	300 €	Par consigne non respectée
Non-respect, même de façon involontaire ou par inadvertance, par négligence, par un personnel affecté à l'exécution des prestations des dispositions relatives au respect de la confidentialité, du secret professionnel et du secret médical	300 €	Par occurrence et par agent
Violation manifeste et délibérée par un personnel mis à disposition des dispositions spécifiques relatives au domaine du secret professionnel et du secret médical, y compris dans un lieu réputé privé et non accessible au public, à l'intérieur de la structure contractante	450 €	Par occurrence

■ **Pénalités relatives aux moyens mis à disposition du titulaire par la structure contractante :**

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 21 sur 33

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non-respect par les personnels mis à disposition de l'état de propreté et d'entretien de l'ensemble des locaux, matériels, équipements, outils et moyens, mis à leur disposition par la structure contractante	350 €	Chaque constat
Dégradation volontaire ou par négligence des équipements et matériels, propriété de la structure contractante, mis à disposition du titulaire pour l'exécution normale du service	500 € + Remplacement/réparation sur devis	Par dégradation constatée
Perte ou disparition des équipements et matériels, propriété de la structure contractante, mis à disposition du titulaire pour l'exécution normale du service	500 € + Remplacement sur devis	Par bien manquant

■ **Pénalités relatives à la sous-traitance :**

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Non présentation titulaire du marché de l'encadrement de la société sous-traitante qu'il a déclarée pour effectuer une partie de la prestation qui lui a été notifiée.	600 €	Chaque constat
Non-déclaration d'une société sous-traitante par le titulaire auprès d'ACHAT au titre de l'accord-cadre, sans préjudice d'autres sanctions administratives, y compris la résiliation de l'accord-cadre (applicable par ACHAT uniquement)	1 500 €	Par occurrence
Non-déclaration d'une société sous-traitante par le titulaire auprès de la <u>structure contractante au titre d'un marché subséquent</u> , sans préjudice d'autres sanctions administratives, y compris la résiliation du(des) marché(s) subséquent(s)	1 500 €	Par occurrence
Non-respect du périmètre des missions autorisées dans le cadre la sous-traitance	800 €	Par occurrence

13.1.2 Pénalités applicables aux lots 01 et 04 relatives aux agents de prévention et de sécurité qualifiés « cynophiles »

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Présence d'un agent de prévention et de sécurité, qualifié « cynophile » avec un animal mais sans détenir ou être en mesure de présenter les équipements et matériels requis	250 €	Par élément manquant et par jour
Présence d'un agent de prévention et de sécurité, qualifié « cynophile » avec un animal doté d'équipements et de matériels requis, non conformes ou non homologués	100 €	Par élément non conforme et par jour
Mise à disposition d'un agent de prévention et de sécurité, présumé qualifié « cynophile » sans qu'il soit en mesure de justifier immédiatement et ce dès le premier jour d'exécution du marché, de cette qualité, au vu d'un titre professionnel et d'une qualification à jour et certifiée	500 €	Par agent et par jour

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 22 sur 33

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Dégradation, laisser-aller manifeste et non-maintien en condition opérationnelle permanente et continue des locaux, équipements et matériels d'hébergement et d'entretien de l'ensemble des lieux, matériels et effets à usage de l'animal par un personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, titulaire du marché, qualifié « cynophile »	200 €	Par dégradation constatée
Non-respect de l'état d'hygiène, de propreté et d'entretien de l'ensemble des locaux, matériels, ustensiles, outils et moyens d'hébergement, d'entretien et de confort de leur animal individuel	250 €	Chaque constat
Présence d'un agent de prévention et de sécurité, qualifié « cynophile » sans son animal	400 €	Par agent et par jour
Présence d'un agent de prévention et de sécurité, qualifié « cynophile » avec un animal dont le carnet de vaccination propre à l'animal, n'est pas à jour	400 €	Par animal et par jour
Présence d'un agent de prévention et de sécurité, qualifié « cynophile » avec un animal classé en catégorie 1	500 €	Par jour de présence de l'animal

13.1.3 Pénalités applicables aux lots 03 et 04 relatives aux agents de service de sécurité incendie et d'assistance à la personne (SSIAP)

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Retard lié à la prise de service par un agent SSIAP 1 (en sus de la retenue financière de l'absence sur la facture mensuelle)	100 €	Par constat
Retard lié à la prise de service par un agent SSIAP 2 (en sus de la retenue financière de l'absence sur la facture mensuelle)	200 €	Par constat
Prestation planifiée non réalisée ou contestée par un agent SSIAP	300 €	Par jour
Présence d'un SSIAP non planifié ou d'une personne non accréditée ou non déclarée	300 €	Par jour
Absence de clé, de badge, de matériel, d'équipement à la prise de service	300 €	Par constat
Présence de personnel non formé à la sécurité incendie	500 €	Par jour

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 23 sur 33

13.1.4 Pénalités applicables au lot 02 relatives aux prestations de télésurveillance

Nature du manquement	Montant de la pénalité	Modalité d'application
Défaut de remise d'un bon d'intervention	80 €	Par constat
Non-respect des délais contractuels de commande, de livraison, de mise en route et de vérification, pour la mise en service effective des systèmes de protection et de surveillance commandés	200 €	Par système et par jour
Défaut d'intervention pour une levée de doute	400 €	Par constat
Défaut d'alerte des services de secours pour intervention	400 €	Par constat
Défaut de garde et surveillance des lieux, sites, locaux, infrastructures, bâtiments divers, ayant subi une dégradation, une intrusion, un évènement indésirable et ce (jusqu'à l'arrivée effective du propriétaire et/ou des services d'intervention spécialisés)	300 €	Par période de 6 heures
Intervention au sein même d'une structure contractante par un personnel de sécurité qualifié, salarié du titulaire du marché, non expressément autorisé à travailler sur le site concerné et non formé aux consignes spécifiques d'intervention dudit site, lors des levées de doute et de sécurisation des divers locaux et bâtiments de ce site	300 €	Par agent et par jour
Défaut de maintenance programmée des installations de télésurveillance ou de téléalarme dans le délai de trente jours calendaires qui suit le premier rappel notifié et tracé	350 €	Par rappel
Suspension ou interruption du système de télésurveillance et de téléalarme sans alerter la structure contractante, ceci sans déclencher les moyens de garde statique	500 €	Par constat et par jour

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 24 sur 33

13.2 Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important au CCAP et au CCTP. Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Le marché peut être résilié sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris 6 mois avant la fin du marché. Le titulaire sera informé par courrier recommandé papier ou électronique.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

14. Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

15. Dérogations

L'article « Durée » déroge à l'article 13.1 du CCAG FCS relatif au début de la durée d'exécution du marché.

L'article « Contrôle et suivi de l'accord-cadre » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 30 du CCAG FCS relatif aux « Admission, ajournement, réfaction et rejet ».

L'article « Pénalités » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».

Les articles « Obligations du prestataire » et « Pénalités – Résiliation » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 41 du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

L'article « Documents contractuels » déroge à l'article 4 du CCAG FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 25 sur 33

Annexe n°1 : Noms, adresses et numéros de téléphone des groupes hospitaliers et sites concernés

Achats Centraux Hôteliers Alimentaires et Technologiques	<ul style="list-style-type: none"> • CHU Bicêtre 78, rue du Général Leclerc 94 270 LE KREMLIN BICETRE 	01.53.14.69.00
Agence Générale des Equipements et des Produits de Santé (AGEPS)	<ul style="list-style-type: none"> • 7, rue du Fer à Moulin 75005 PARIS – 13, rue Lavoisier 92000 NANTERRE 	01.46.69.13.13
AP-HP. Sorbonne Université <ul style="list-style-type: none"> • Pitié – Salpêtrière • Charles Foix • Tenon • Saint Antoine • Rothschild • Armand Trousseau • La Roche Guyon 	<ul style="list-style-type: none"> • 47-83, boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS • 7, avenue de la République 94200 IVRY SUR SEINE • 4 rue de la Chine 75020 PARIS • 184 rue du Faubourg Saint Antoine 75012 PARIS • 5, rue Santerre 75012 PARIS • 25 rue du Dr Arnold Netter 75012 PARIS • 1, rue de l'Hospice 95 780 La Roche Guyon 	01.42.16.00.00 01.49.59.40.00 01.56.01.70.00 01.49.28.20.00 01.40.19.30.00 01.44.73.74.75 01.30.63.83.30
AP-HP. Université Paris Saclay <ul style="list-style-type: none"> • Antoine Bécère • Bicêtre • Paul Brousse • Raymond Poincaré • Hôpital maritime de Berck • Ambroise Paré • Sainte Périne – Rossini – Chardon Lagache 	<ul style="list-style-type: none"> • 157, rue de la porte de Trivaux 92140 CLAMART • 78, rue du Général Leclerc 94270 LE KREMLIN BICETRE • 14, avenue Paul Vaillant Couturier 94800 VILLEJUIF • 104 Boulevard Raymond Poincaré 92380 GARCHES • Rue du Dr Victor Ménard 62600 BERCK-SUR-MER • 9 Avenue Charles de Gaulle 92100 BOULOGNE BILLAN-COURT • 11 Rue Chardon Lagache 75016 PARIS 	01.45.37.44.44 01.45.21.21.21 01.45.59.30.00 01.47.10.79.00 03.21.89.27.27 01.49.09.50.00 01.44.96.31.31
AP-HP. Hôpitaux Universitaire Paris - Seine Saint Denis <ul style="list-style-type: none"> • Avicenne • Jean Verdier • René Muret / Bigottini 	<ul style="list-style-type: none"> • 125 rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY • Avenue du 14 Juillet 93145 BONDY cedex • Avenue du Dr Schaffner 93270 SEVRAN 	01.48.95.55.55 01.48.02.66.66 01.41.52.59.99
AP-HP. Centre – Université de Paris <ul style="list-style-type: none"> • Necker • HEGP • Corentin Celton • Vaugirard Gabriel Pallez • Cochin • Saint Vincent de Paul • Hôtel Dieu • Broca • La Rochefoucauld • La Collégiale 	<ul style="list-style-type: none"> • 149 – 161, rue de Sèvres 75015 PARIS • 20 rue Leblanc 75 015 PARIS • 37, boulevard Gambetta 92130 ISSY LES MOULINEAUX • 10, rue Vaugelas 75015 PARIS • 27, rue du Faubourg St-Jacques 75014 PARIS • 82, avenue Denfert-Rochereau 75014 PARIS • 1, place du Parvis Notre Dame 75181 PARIS CEDEX4 • 54-56, rue Pascal – 75013 PARIS • 15, avenue du Général Leclerc 75014 PARIS • 33 rue du Fer à Moulin 75005 PARIS 	01.44.49.40.00 01.56.09.20.00 01.58.00.40.00 01.40.45.80.00 01.58.41.41.41 01.58.41.41.41 01.42.34.82.34 01.44.08.30.00 01.44.08.30.00 01.44.08.30.00

AP-HP. Nord – Université de Paris <ul style="list-style-type: none"> • Bichat-Claude Bernard • Beaujon • Louis Mourier • Robert Debré • Bretonneau • Fernand Widal • Lariboisière • Saint Louis • Paul Doumer 	<ul style="list-style-type: none"> • 48 rue Henri Huchard 75018 PARIS • 100 Boulevard du Général Leclerc 92110 CLICHY • 178 rue des Renouillers 92700 COLOMBES • 48 Boulevard Sérurier 75019 PARIS • 23 rue Joseph de Maistre 75018 PARIS • 200 Rue du Faubourg Saint Denis 75010 PARIS • 2 Rue Ambroise Paré 75010 PARIS • 1 Avenue Claude Vellefaux 75010 PARIS • Labryère 60140 LIANCOURT 	01.40.25.80.80 01.40.87.50.00 01.47.60.61.62 01.40.03.20.00 01.53.11.18.00 01.40.05.45.45 01.49.95.65.65 01.42.49.49.49 03.44.31.55.00
AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor <ul style="list-style-type: none"> • Albert Chenevier • Henri Mondor • Emile Roux • Joffre – Dupuytren • Georges Clemenceau 	<ul style="list-style-type: none"> • 40 rue de Mesly 94010 CRETEIL • 51 Avenue du M^{AL}de Lattre de Tassigny 94000 CRETEIL • 1 Avenue de Verdun 94456 LIMEIL BREVANNES • 1 rue Louis Camatte 91 210 DRAVEIL • 91750 CHAMPCUEIL 	01.49.81.31.31 01.49.81.21.11 01.45.95.80.80 01.69.83.63.63 01.69.23.20.20
Hospitalisation à Domicile	<ul style="list-style-type: none"> • 14 rue Vesale 75005 PARIS 	01.42.16.08.50
Sécurité, Maintenance et Services (SMS)	<ul style="list-style-type: none"> • 14 rue du Port aux lions 94 200 CHARENTON 	01.45.13.65.13
Service Central des Ambulances (S.C.A.)	<ul style="list-style-type: none"> • 28, rue de l'Entrepôt 94 200 CHARENTON 	01.45.13.65.43
Service Central des Blanchisseries (S.C.B.)	<ul style="list-style-type: none"> • 47/83 boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS 	01.44.06.59.00
Siège de l'AP-HP	<ul style="list-style-type: none"> • 55 boulevard Diderot 75 012 PARIS 	01.40.27.30.00
Hôpital marin d'Hendaye	<ul style="list-style-type: none"> • Route de la Corniche 64700 HENDAYE 	05.59.48.08.00
Hôpital San Salvador	<ul style="list-style-type: none"> • 4312, route de l'Almanarre 83400 HYERES 	04.94.38.08.00

Annexe n°2 : Modèle pour transmission des données statistiques (article 8.2 du CCAP)

Fournisseur	Année	Mois	Accord-cadre n°	Marché n°	GHU	Hôpital	Prestation	Unité	Quantité	Prix unitaire HT	Montant total HT	Montant total TTC

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 28 sur 33

Annexe n°3 : Modèle pour transmission des données relatives aux personnels affectés à l'exécution des prestations (article 8.3 du CCAP)

Nom de la société : Accord-cadre n° Marché subséquent n° GHU : Hôpital : Année :												
Hôpital	Qualification	Niveau	Echelon	Coeffi- cient	Quotité	Date d'entrée	Nombre d'heures réalisées	Taux horaire	Prime panier	Prime tenue	Autres primes	Rémunération totale mensuelle brute

Annexe n°4 : Fiche de visite sur site(s) dans le cadre de la remise en concurrence

Référence de la consultation	
Objet de la consultation	
Date limite de dépôt des offres	
Raison sociale du candidat SIRET	
Adresse	
Nom et prénom	
Adresse électronique	
Numéro de télécopie	

A renseigner par le candidat à l'issue de la visite :

Nous, *[Nom du candidat]*, avons participé à la visite des sites conformément aux dispositions mentionnées dans la lettre de consultation.

A _____, le __/__/__

Signature :

Cachet de la société :

A renseigner par le directeur du site ou son représentant, à l'issue de la visite :

La visite a été effectuée le __/__/____ de __ h __ à __ h __.

A _____, le __/__/____

Signature du représentant de l'AP-HP :

Nom – Prénom :

Fonction :

Signature :

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 30 sur 33

Annexe n°5 : Attestation Russie (sous-traitant)

(A remplir et à signer obligatoirement par chaque sous-traitant)

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES
ET TECHNOLOGIQUES
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél. : 01 53 14 69 00
Fax : 01 53 14 69 99

Identification de la société

Muriel BROSSARD-LAHMY
Directrice
Tel : 01.53.14.69.61
Secr : 01.53.14.69.60

ATTESTATION

Date :

Je soussigné, (préciser : nom, prénom, fonction),

représentant légal de la société (préciser : nom de la société)

Agissant en qualité de sous-traitant de l'entreprise

(préciser : nom du titulaire du marché)

Titulaire du marché n°

(préciser : numéro du marché)

issu de la consultation n° 25-014, ayant pour objet (préciser : objet du marché)

Déclare sur l'honneur :

- Ne pas être un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- Ne pas être détenu à plus de 50 %, et ce, de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- Ne pas agir pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- Ne pas avoir recours à un ou des sous-traitant, fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru pour exécuter ce marché qui se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et dont le montant des prestations ou fournitures représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Je suis par ailleurs informé(e) que l'établissement d'une fausse déclaration, incomplète ou erronée m'expose à des sanctions pénales et à la résiliation du marché dont je suis titulaire.

Date et signature de la personne habilitée

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 31 sur 33

Annexe n°6 : Acceptation des cahiers des clauses administratives et techniques particulières (sous-traitant)

(A remplir et à signer obligatoirement par chaque sous-traitant)



Acceptation des cahiers des clauses particulières de la consultation n°25-014 :

Prestations de sécurité générale, de surveillance, de télésurveillance et de sécurité incendie pour le compte des six groupes hospitalo-universitaires, de divers établissements hospitaliers, d'instituts et organismes de formation, de services centraux et généraux et du siège de l'Assistance publique- hôpitaux de Paris (AP-HP).

Je, soussigné *(préciser : nom, prénom, fonction),*

Atteste, pour le compte de la société :

Agissant en qualité de sous-traitant de l'entreprise

(préciser : nom du titulaire du marché)

Titulaire du marché n°

(préciser : numéro du marché)

issu de la consultation n° 25-014, ayant pour objet *(préciser : objet du marché)*

Avoir pris connaissance et accepter les dispositions des documents suivants :

- Cahier des clauses administratives particulières et ses annexes, notamment, la charte de bon usage du système d'information et la politique générale de sécurité de l'information de l'AP-HP ;
- Cahier des clauses administratives particulières et ses annexes.

Date :

Nom – Prénom :

Signature et cachet de la personne habilitée à engager l'entreprise :

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 32 sur 33

Les annexes suivantes sont jointes au DCE :

Annexe n°7 : Charte du bon usage du système d'information de l'AP-HP

⇒ **Document nommé « 25-014 - CCAP_Annexe 5_Charte SI APHP »**

Annexe n°8 : Politique générale de la sécurité de l'information de l'AP-HP

⇒ **Document nommé « 25-014 - CCAP_Annexe 6_PGSI APHP »**

AP-HP	Consultation n°25-014	ACHAT
CCAP.8 12/01/2022	Dernière mise à jour du 10/01/2025	Page 33 sur 33